



Nadraka

« Habiller l'Afrique. Habiller le Monde »

275 Boulevard du 13 Janvier, à côté du Restaurant la Casa (face CNTT), Hanoukopé.

N°077 | Vendredi 06 décembre 2024 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

POLITIQUE

Le gouvernement adopte le projet de budget 2025, en hausse de 9,9% par rapport à 2024

P.2

ENTRETIEN EXCLUSIF:

Christopher Balliet Bleziri,

Représentant-Pays de la Société Financière Internationale au Togo :



PP. 3-4

Notre mission est de contribuer au développement de nos pays membres par un canal qui est le secteur privé



ENTREPRISE

QUALITÉ, ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ

ZENER SA obtient trois certifications ISO

P.5



ECO-FINANCE

BOA-Togo : des financements alignés sur des enjeux environnementaux et sociaux

P.6



ECO-FINANCE



Coris Bank International Togo veut faciliter la vie de ses clients avec 03 nouveaux produits innovants

P.7

FOCUS



L'Institut Tamberma valorise les citoyens modèles

P.2

TRIBUNE

Pour un « urbanisme écobienveillant » en Afrique

P.10

Le gouvernement adopte le projet de budget 2025, en hausse de 9,9% par rapport à celui de 2024

Le budget du Togo a pu franchir la barre des 2000 milliards, pour la seconde année consécutive. Le Conseil des ministres a procédé, la semaine passée, à l'adoption du projet de loi de finances pour l'exercice 2025, en hausse de 9,9 % par rapport à celui de 2024. Ce budget s'équilibre en ressources et en charges à 2.394,2 milliards de francs de Fcfa, contre 2.179,1 milliards de francs pour l'exercice précédent. Le projet de budget a été conçu

dans un contexte économique international marqué par des incertitudes croissantes : un ralentissement économique mondial, dû à la persistance des crises géopolitiques, notamment le conflit entre la Russie et l'Ukraine, et la situation au Moyen-Orient, des conditions financières internationales plus strictes, impactant les investissements et l'endettement, des défis sécuritaires régionaux, liés aux menaces de terrorisme. Toutefois, l'activité économique

reste dynamique. Le pays a enregistré une croissance de 6,6% en 2024. Les prévisions pour 2025 tablent sur une croissance encore plus élevée, atteignant 6,8%. Selon le gouvernement, le volet social demeure au cœur du budget 2025, représentant 49,7% des dépenses budgétaires, contre 48 % en 2024. Les efforts sont concentrés sur la protection des populations vulnérables, l'inclusion sociale et économique pour améliorer les

conditions de vie des citoyens, la sécurité avec des ressources dédiées à la défense du territoire et à la protection des populations. Le gouvernement promet de poursuivre ses réformes pour l'assainissement des finances publiques, ce qui devrait permettre de ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 2025, contre 6,7% en 2023 et une prévision de 5,9% pour 2024. « Guidé par les orientations du chef de l'État, le gouvernement

togolais s'engage à améliorer l'efficacité de la dépense publique, en ciblant les secteurs prioritaires, à élever la qualité des services offerts aux citoyens, pour répondre aux attentes croissantes et à poursuivre les réformes économiques et sociales, afin de consolider les bases d'un développement durable », informe le ministère de l'Economie et des Finances.

FOCUS

L'Institut Tamberma valorise les citoyens modèles

Basé à Lomé, l'Institut Tamberma pour la Gouvernance se positionne comme un acteur important, engagé à promouvoir le civisme au Togo et en Afrique, à travers la participation citoyenne et la bonne gouvernance démocratique.

Fidèle à sa devise, « Soyons tous des citoyens modèles au service de l'intérêt général », ce Think-and-Do Tank (Un collectif réunissant des experts et des praticiens, collaborant pour allier réflexion et action, avec pour objectif non seulement de produire des idées et des analyses, mais aussi de les traduire en initiatives concrètes) œuvre pour promouvoir une citoyenneté responsable et participative aux actions de développement et de stabilité au Togo et en Afrique.

L'Institut Tamberma pour la Gouvernance (ITG) ambitionne, d'ici à 2030, de contribuer à bâtir des Etats africains plus démocratiques, respectueux des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Cette vision repose sur des citoyens bien formés, engagés et actifs dans des actions civiques ; des partis politiques plus professionnels, inclusifs et responsables ; des institutions publiques locales, nationales et internationales plus légitimes et redevables ; des partenaires techniques et financiers plus mobilisés pour accompagner les actions de la bonne gouvernance démocratique au Togo et en Afrique.

Paul Amegakpo, le Président de l'ITG explique : « La démocratie n'est pas juste un système de gouvernement, c'est un modèle



politique qui catalyse la cohésion politique et sociale, la stabilité et la prospérité partagée. La démocratie nécessite des citoyens nouveaux, conscients, responsables et engagés pour qu'elle tienne toutes ses promesses. Pour ce faire, elle doit reposer sur les valeurs et les savoirs endogènes ».

Des actions concrètes

L'ITG réalise des études dans divers secteurs de la vie sociale, publique, économique, culturelle et environnementale. Il met en place le monitoring, le plaidoyer et l'éducation civique au développement et à la stabilité. En lutte contre l'extrémisme violent, il organise des activités et des sensibilisations sur la non-violence ainsi que sur la prévention et la résolution des conflits communautaires, l'éducation à la paix, la cohésion sociale et le vivre-ensemble. L'ITG met également en avant, dans ses activités, la promotion de l'égalité des genres, de la diversité et de l'inclusion, tout en soutenant la décentralisation pour renforcer la gouvernance locale.

Sylvanus Akanho, chargé de mission en diplomatie, gestion de projets et relations publiques, fait partie des nombreux bénéficiaires

des programmes de l'Institut Tamberma pour la Gouvernance. Il a récemment pris part à deux sessions de formation organisées par l'Institut, l'une dédiée à la gestion de la communication de crise et l'autre axée sur la médiation et la négociation politiques. Il témoigne :

« Ma participation aux deux webinaires m'a offert une perspective enrichissante sur la manière dont les dirigeants politiques et les acteurs internationaux peuvent intervenir pour prévenir l'escalade des conflits. La gestion de crises, en particulier, exige une approche proactive, basée sur une analyse rapide et une communication claire. »

« Ce que j'ai retenu de ces discussions, poursuit-il, c'est l'importance cruciale de la médiation politique, qui ne se limite pas à la négociation, mais à la création de conditions de dialogue constructif, même dans les contextes les plus tendus. Ce processus ne doit pas être perçu comme une simple solution de dernier recours, mais comme une pratique stratégique qui doit être mise en œuvre dès les premiers signes de tension. En tant qu'acteur impliqué dans des projets d'innovation et de diplomatie, je suis convaincu que ces compétences sont essentielles non seulement pour la résolution des conflits internationaux, mais aussi pour renforcer la stabilité et la coopération au sein des sociétés. »

Neutralité, responsabilité, équité, diversité, inclusion

L'Institut s'appuie sur quelques valeurs fondamentales : la neu-



Paul Amegakpo, Président de l'ITG

tralité, la responsabilité, l'équité, la diversité et l'inclusion. Ses membres et ses organes directeurs s'engagent à maintenir la neutralité de l'organisation en faisant preuve de jugement, de discernement et en prenant des bonnes décisions. La solidarité et la responsabilité, tant individuelle que collective, sont au cœur des actions de ses membres volontaires et de son personnel, qui agissent dans le respect des principes éthiques et de la neutralité politique. L'ITG prône un traitement équitable de tous ses membres, sans distinction d'âge, de sexe, de religion, d'ethnie, d'orientation sexuelle ou d'opinion politique. Dans cet institut, toutes les diversités sont respectées et intégrées, dans un esprit de neutralité.

Une stratégie ambitieuse pour 2023-2028

L'Institut Tamberma pour la Gouvernance (ITG) s'est engagé dans une stratégie à mettre en place de 2023 à 2028, pour renforcer son action. Il concentre

ses efforts sur des études et des recherches-actions en matière de gouvernance démocratique au Togo et en Afrique, tout en renforçant les capacités des acteurs politiques, de la société civile et de la population en matière de bonne gouvernance. Il apporte également son soutien aux processus de décentralisation, à la gouvernance locale et à l'action parlementaire. En outre, l'Institut participe activement à l'accompagnement des processus électoraux et politiques, tout en œuvrant pour la prévention de l'extrémisme violent et des conflits communautaires. Enfin, il s'attache à développer ses partenariats et à renforcer ses capacités institutionnelles pour assurer une action durable et efficace.

À travers ces initiatives, l'Institut Tamberma ambitionne de devenir un acteur incontournable pour une gouvernance démocratique en Afrique.

ENTRETIEN EXCLUSIF:

CHRISTOPHER BALLIET BLEZIRI,

REPRÉSENTANT-PAYS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE AU TOGO :

« Notre mission est de contribuer au développement de nos pays membres par un canal qui est le secteur privé »

La Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus importante institution de financement du développement dédié exclusivement au financement du secteur privé dans les pays émergents. Basée à Washington, elle accroît ses investissements dans notre pays où elle a ouvert un bureau permanent en octobre 2019.

Christopher Balliet Bleziri, Représentant-Pays de IFC au Togo, nous présente lors d'un grand entretien l'engagement de son institution et ses espoirs concrets pour le secteur privé au Togo.

Imagine Demain : Quelles ont été les principales raisons pour lesquelles IFC a ouvert son bureau à Lomé en 2019 ?

Christopher Balliet Bleziri: La Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale chargé du financement du secteur privé, était déjà active au Togo avant 2019. Notre mission est de contribuer au développement de nos pays membres par un canal qui est le secteur privé. Nous avons soutenu des investissements importants dans des secteurs clés comme la production d'énergie, avec la centrale de Contour Global Togo, et la logistique avec le terminal à conteneurs de Lomé (LCT). Nous faisons partie des institutions qui ont très tôt cru en l'avenir du Togo.

Pourquoi avons-nous ensuite ouvert un bureau ? L'explication est simple. La stratégie d'IFC a évolué avec le temps. Nous avons compris que pour avoir plus d'impact dans nos opérations, il nous faut être plus proche de nos clients, mieux comprendre l'écosystème dans lequel ils opèrent, cerner les inefficiences de marché qui s'imposent à eux ou freinent leur croissance. Nous avons aussi compris que si nous voulons faire les choses différemment, il nous faut adopter une approche proactive et dynamique, rompre avec les méthodes habituelles et considérer que, pour que les projets soient bancables, il faut les aider à le devenir.

Avec l'ouverture de notre bureau au Togo, nous avons multiplié, en moyenne, nos interventions annuelles par trois.

Comment se portent vos activités au Togo ?

Les activités de IFC sont en pleine croissance, mais de nom-

breux défis restent à relever. Nous avons choisi d'être plus présents dans l'économie réelle. Ainsi, nous travaillons à répondre davantage aux besoins du secteur agro-industriel, du secteur manufacturier, du secteur financier et aussi des infrastructures (transport, logistique, numérique).

Pour vous donner quelques chiffres. Entre 2020 et 2024, nous avons mobilisé et investi près de 200 millions de dollars au Togo soit deux fois plus que les cinq années précédentes. Ces engagements couvrent plusieurs secteurs d'activité : les infrastructures numériques, le secteur de l'énergie, l'industrie, le textile, ainsi que le secteur financier pour accompagner les PME notamment à travers le secteur bancaire.

En parallèle, nous avons développé un pipeline de projets que nous souhaitons accompagner. À ce jour, il s'élève à plus de 250 millions de dollars. Il s'agit de projets qui sont actuellement en phase d'instruction. Ces projets sont portés à la fois par des partenaires togolais que régionaux ou internationaux.

Comment votre institution accompagne-t-elle les entrepreneurs dans la mise en œuvre de leurs projets ?

Nous finançons les entreprises en leur apportant divers types de produits et services. Nous apportons de la dette, du financement en fonds propres, du quasi-capital. Ces outils ne sont pas mutuellement exclusifs. Nous pouvons les combiner dans un même projet selon les besoins de l'entreprise. Nos financements sont en général sur de longues maturités et s'adaptent aux besoins des projets concernés.

Une de nos valeurs ajoutées ré-



Christopher Balliet Bleziri

side dans l'assistance technique que nous apportons à nos partenaires. Notre présence globale est un immense atout. Autrement dit, je suis en mesure de vous dire qu'après analyse de votre plan d'affaires, nous sommes capables de renforcer les capacités de votre entreprise au regard de notre expertise et de projets similaires que nous avons accompagnés dans

d'autres régions du monde. Bien sûr, il est essentiel de s'adapter au contexte local dans lequel l'entreprise évolue. Cependant, cette expérience à l'échelle mondiale fait que nous sommes capables d'orienter, d'influencer ou de suggérer à nos partenaires les meilleures pratiques.

En résumé, nous mettons cette expertise à votre service pour

vous aider à faire grandir votre entreprise ou votre projet, ou à atténuer les risques liés à ce dernier.

Comment IFC évalue-t-elle l'impact des projets qu'elle accompagne ?

Nous travaillons à mettre l'accent sur ce qui nous semble être plus important que le financement, l'impact effectif de nos projets sur la vie des parties impliquées et des bénéficiaires. Combien d'emplois cette entreprise crée-t-elle ? Combien de femmes sont touchées par le projet qui va être financé ? Combien de jeunes ont accès à ce service ? Quel impact cela a-t-il sur le réchauffement climatique ? Est-ce que ce projet contribue à l'atténuation de ce phénomène, ou non ? Est-ce que cette entreprise va contribuer à la richesse locale et nationale ? Nos investissements sont associés à des indicateurs de développement, qui seront suivis et évalués dans le temps. Ils seront monitorés de façon indépendante pour pouvoir juger si oui ou non l'accompagnement a été fructueux. Nous monitorons spécifiquement ces indicateurs avec les outils que nous avons développés pour pouvoir nous auto-évaluer.

Le volume d'investissement de IFC dans l'économie togolaise est en progression. Quel est votre défi pour les années à venir ?

Notre objectif est naturellement d'accroître nos volumes de financement, de maintenir la qualité de notre portefeuille et d'accompagner les secteurs d'activité porteurs de l'économie togolaise.

Pour ce faire, nous mettrons davantage le focus sur l'agro-industrie, l'industrie manufacturière, le transport et la logistique, l'accès à un financement pérenne et abordable pour les PME, accompagner les entreprises à prendre part à la lutte contre le changement climatique qui est une opportunité pour le continent africain.

C'est vraiment ce partenariat de long terme que nous souhaitons établir. Ce n'est pas quelque chose qui se décrète ou qui devient systématique du jour au lendemain. Mais chaque action que nous menons est un jalon que nous posons pour atteindre ces objectifs. Et tout cela repose sur la confiance. Est-ce que les gens ont confiance en IFC lors-



« Notre mission est de contribuer au développement de nos pays membres par un canal qui est le secteur privé. »

nancement auprès de IFC ou d'autres partenaires dans un avenir proche. Nous avons plusieurs partenaires au Togo, en Guinée Conakry, au Niger et d'autres pays de la sous-région qui bénéficient de cette assistance technique.

Quel type d'entreprises financez-vous ?

Nous finançons aussi bien des entreprises de grande taille que des entreprises plus petites. L'essentiel est que ces entreprises soient capables de générer de la richesse, ce qui leur permettra de grandir dans le temps. Mais de façon plus large, nous investissons et finançons des entreprises qui développent et exploitent des projets d'infrastructure, des projets agricoles, l'industrie légère, des projets touristiques et immobiliers, des projets dans la santé et le logement, des projets de technologie disruptive comme les Fintechs, Agtechs, Edtech, dans la mobilité urbaine, etc. Nous finançons aussi des intermédiaires financiers comme les banques et les fonds d'investissement. Lorsque nous déployons du ca-

pital, nous engageons notre réputation et nous aidons nos partenaires à respecter nos normes de performance. Le plus important pour nous c'est la confiance que nous développons avec nos partenaires.

Comment les entrepreneurs togolais peuvent-ils accéder aux financements proposés par la Société Financière Internationale (IFC) ?

Plusieurs chefs d'entreprises togolais ont déjà bénéficié des financements de IFC. Si vous avez un bon projet, si vous avez un plan d'affaires, si votre activité génère des flux de trésorerie et est en phase de croissance, nous serons prêts à discuter du financement avec vous.

Quelle est votre appréciation de l'activité économique en général au Togo ?

Je pense que le Togo fait partie des pays qui avancent vite et qui vont surprendre la région notamment avec les réformes courageuses prises par le gou-

vernement togolais. Malgré les chocs externes, depuis la pandémie de COVID-19, l'économie togolaise a fait preuve de résilience, avec une croissance moyenne de 6,1 % entre 2021 et 2023. Cependant, la croissance économique générée par le Togo n'a pas réussi à réduire de manière drastique le niveau de pauvreté. Ceci n'est pas spécifique au Togo mais démontre que beaucoup reste encore à faire.

Avec la crise sécuritaire dans le Sahel, les États de la sous-région sont limités dans leurs capacités budgétaires, puisque leurs ressources servent à garantir la sécurité des personnes et des investissements.

Une des solutions reste pour moi, le secteur privé. Le Togo a la chance d'être un pays très audacieux en termes de réformes pour améliorer le climat des affaires comme l'a démontré les résultats du récent rapport Business Ready de la Banque Mondiale. Cela doit maintenant se transcrire en investissements directs.

Pour exemple, nous avons accompagné une entreprise sri-lankaise qui s'installe au Togo dans le secteur du textile. Cette

entreprise va créer 2 700 emplois, dont 70 % seront destinés aux femmes. C'est une entreprise internationale qui a choisi de s'implanter au Togo dans un secteur porteur au niveau mondial. À partir du Togo, elle fabriquera des vêtements « Made in Togo », destinés à l'exportation. Pour nous, c'est une reconnaissance des efforts du Togo. Cela montre que les investisseurs croient au potentiel du pays. Cependant, il faut aller encore plus loin pour rassurer et attirer encore plus d'investisseurs, tant étrangers que locaux, afin qu'ils investissent davantage. Il est crucial d'avoir plus d'investissements privés pour créer plus d'emplois, accroître les richesses pour les individus et pour l'économie.

Nous travaillons en symbiose avec la Banque mondiale, notre institution sœur, et avec laquelle nous croyons fermement au potentiel de ce pays. Ensemble, nous voulons véritablement contribuer à la transformation structurelle de l'économie togolaise.

Propos recueillis par Joseph Mensah-Boobe.

qu'ils entendent ce nom ? Pour nous, c'est vraiment le plus important.

En quoi consiste le programme d'appui aux champions nationaux, mis en place par IFC ?

Cette initiative consiste à identifier et à accompagner des entreprises opérant dans l'industrie, l'agriculture, le tourisme, la santé, l'éducation, le développement immobilier, la distribution. Ces entreprises locales ont déjà une certaine taille, elles ont déjà accès au financement bancaire mais plusieurs facteurs retardent leur croissance.

Leurs besoins de financement ne peuvent plus être couverts par les institutions bancaires et leurs projets n'atteignent pas le seuil minimum de financement des partenaires au développement comme IFC. Ces entreprises stagnent.

Les facteurs peuvent être multiples. Il peut y avoir des faiblesses dans la gouvernance, la gestion financière, dans la comptabilité analytique. D'autres éléments, comme la gestion des impacts environnementaux et sociaux peuvent être critiques.

A ces entreprises, nous offrons un accompagnement sous forme d'assistance technique qui les préparera à lever du fi-



Communiqué officiel du CERT.tg

FAUSSE VENTE AUX ENCHERES AU PORT AUTONOME DE LOME

Lomé le 05 Décembre 2024,

Depuis quelques jours, un faux communiqué initié par des individus malveillants circule sur Internet et les réseaux sociaux (WhatsApp, Facebook, TikTok...). Ce message prétend que le Commissaire Général de l'OTR **Philippe Kokou B. TCHODIE annonce une vente aux enchères de véhicules sur l'un des sites portuaires de Lomé, prévue pour le 14 décembre 2024. Il invite les destinataires à contacter un supposé service client de la douane via un numéro WhatsApp, afin de suivre des procédures d'éligibilité, comprenant l'envoi d'une pièce d'identité et le versement de frais d'inscription de 100 000 FCFA.**

Pour tromper la vigilance des destinataires, un faux profil a été créé sur Meta (Facebook) au nom du commissaire général de l'OTR **M. Philippe Kokou B. TCHODIE** pour diffuser le faux communiqué.

Les prétendues étapes de cette escroquerie sont les suivantes :

- L'inscription doit se faire en appelant un numéro WhatsApp (+228 99 18 85 65) pour obtenir le numéro mobile sur lequel transférer les frais d'inscription (100 000 FCFA) permettant de participer à la vente aux enchères.
- Le courrier est écrit au nom de l'Office Togolais des Recettes (OTR), avec l'en-tête falsifié, le logo, le nom et la signature du Commissaire Général de l'OTR.

[Attention : Ne pas appeler/écrire au numéro indiqué ni transférer le montant demandé.]

Aucune vente aux enchères de ce type n'est organisée par l'Office Togolais des Recettes. Il s'agit d'une **opération d'arnaque en ligne**. Cette arnaque tente aussi de **récolter des informations personnelles** en vous demandant **d'envoyer une pièce d'identité**. Nous rappelons que toutes les informations officielles concernant les ventes aux enchères sont publiées exclusivement via les canaux de communication officiels et non via de simples messages en ligne.



À propos du CERT.tg

Le CERT.tg est le **Centre National de Réponse aux Incidents de Cybersécurité au Togo**. Notre mission est de protéger les citoyens, les organisations et les institutions togolaises contre les menaces cybernétiques en assurant la détection, la prévention et la réponse aux incidents de cybersécurité. Ensemble, faisons du Togo un espace numérique sûr et sécurisé.



Conseils de prudence :

- **Veillez ne pas appeler/écrire** au numéro, ni **partager** ce faux communiqué.
- Si vous avez cliqué sur le lien et suivi toutes les instructions du site malveillant, **veillez le signaler** sur le site <https://cert.tg/> dans la rubrique « déclarer un incident » et remplissez le formulaire
- Pour toute information de ce type, consultez toujours le **site officiel** de l'institution ou de l'entreprise concernée pour vérifier l'authenticité du message.



Figure 1: Faux profil sur Meta (facebook) au nom de Commissaire Général de l'OTR Philippe Kokou B. TCHODIE, publiant un faux avis de vente aux enchères avec des frais d'inscription de 100 000 F sur le numéro whatsapp +228 99188565.

TLP : CLEAR

QUALITÉ, ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ ZENER SA obtient trois certifications ISO

Le groupe d'entreprises d'énergies, ZENER SA, a franchi une étape importante dans son développement en obtenant trois certifications internationales : les normes ISO 9001 version 2015, ISO 14001 version 2015 et ISO 45001 version 2018. Ces récompenses, mondialement reconnues, témoignent des engagements de l'entreprise vis-à-vis de la qualité, de l'environnement et de la sécurité au travail.

La remise officielle des certificats a eu lieu le jeudi 28 novembre à Lomé. Elle a réuni plusieurs personnalités, dont le Directeur du Commerce, représentant le ministre chargé du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, un représentant du ministre de la Promotion de l'Investissement, des chefs d'entreprise et d'autres invités de marque.

Les certificats ont été délivrés par AB Certification, un organisme français indépendant, et résultant d'un processus rigoureux mené par le groupe ZENER avec l'appui du cabinet REM-YOUNG, spécialisé dans les audits QHSE, le conseil en certifications, les conseils stratégiques et l'expertise comptable et fiscale.

Une démarche alignée sur les standards internationaux

Les normes ISO (Organisation internationale de normalisation basée à Genève) définissent des critères d'excellence pour les produits, les services et les systèmes de gestion. Elles visent à garantir qualité, fiabilité et sécurité tout en encourageant des pratiques durables.

Le Directeur général d'AB Certification, Georges Abi Rached, a souligné l'importance des normes ISO : « Elles établissent des spécifications de premier ordre pour les produits, les services et les systèmes dans une perspective de qualité, de sécurité et d'efficacité. Elles jouent un rôle crucial dans la facilitation du commerce international et aident les entreprises à accéder à de nouveaux marchés tout en établissant des règles du jeu équitables pour les pays en développement ».

Il a félicité les dirigeants de ZENER SA dont les efforts sont couronnés par trois certifications importantes, tout en expliquant leur valeur. Il ajoute : « Lorsqu'une entreprise doit

prouver qu'elle est en mesure de fournir de manière constante des produits et services conformes aux exigences des clients ainsi qu'aux normes légales et réglementaires applicables, elle s'engage dans la norme la plus reconnue dans le monde entier, l'ISO 9001 version 2015. Cette norme vise à accroître la satisfaction client. Quant à l'ISO 14001, elle concerne le management environnemental. Son but est d'établir un système de management environnemental permettant d'identifier les impacts environnementaux et de définir des objectifs précis pour les réduire. Et l'ISO 45001, un système de management de la santé et la sécurité au travail, vise à identifier les dangers liés à la sécurité et à la santé du personnel, afin de minimiser les risques au sein de l'entreprise. Très peu d'entreprises en France et sur le continent africain ont mis en place un système de management intégré conforme à ces trois normes ». Il a exhorté les responsables du groupe à préserver les acquis de ces certifications et à poursuivre leurs efforts pour maintenir leur efficacité.

La récompense des efforts collectifs et de services de qualité

Depuis plus d'une décennie, ZENER SA s'affirme comme un acteur majeur du secteur de gaz et de l'énergie, en apportant des solutions énergétiques à des milliers de foyers et aux industries. Selon Jonas Aklesso Daou, Président-directeur général de ZENER SA, ces certifications traduisent l'engagement de la société à associer performance, qualité, et responsabilité sociale : « À travers ces certifications, nous souhaitons démontrer notre engagement à demeurer une entreprise citoyenne et à jouer un rôle clé dans le secteur de l'énergie et de ses dérivés au Togo et dans

la sous-région ». Il ajoute qu'il s'agit d'offrir des services durables à la population togolaise et à la sous-région en général. M. Daou a également salué la mobilisation de ses collaborateurs, qui contribuent à tous les niveaux dans l'atteinte des objectifs du groupe, tout en les encourageant à poursuivre sur la voie de l'excellence.

Une étape décisive et un engagement permanent

Pour Godwin Kouzan, Directeur des Ressources humaines de ZENER SA, l'obtention de ces certifications est une fierté pour le groupe : « Nous célébrons une étape décisive dans l'histoire de ZENER. L'obtention de nos certificats ISO témoigne de notre engagement envers l'excellence, la qualité et la durabilité. Depuis sa création, ZENER s'est donné pour mission de rendre l'énergie accessible à tous, dans les meilleures conditions, tout en contribuant au développement économique et écologique de notre pays et de la sous-région. Nos infrastructures modernes, nos équipes engagées et nos innovations technologiques sont les fondements sur lesquels repose notre vision de devenir le leader incontournable du gaz et des énergies renouvelables en Afrique de l'Ouest ».

De son côté, Dr Talime Abe, Directeur général du Commerce et de la Concurrence au Togo, a salué la contribution de ZENER à l'économie nationale.

« Recevoir des certifications ISO va au-delà de l'apposition d'un simple label de qualité sur une organisation, a-t-il déclaré à l'endroit des dirigeants de la société. C'est une promesse envers vos clients, vos partenaires et même envers notre pays. C'est la preuve que ZENER ne se contente pas de faire sa part. Vous aspirez à toujours mieux faire en intégrant innovation, durabilité et accessibilité au bénéfice de la population togolaise et de la sous-région ». Créé il y a plus de 14 ans, ZENER SA, membre de l'Association des grandes entreprises du Togo, est une filiale du groupe OSEOR SA, un holding d'une dizaine de sociétés. La société



Paul Pali, Directeur des opérations, reçoit le certificat ISO 9001 : 2015 des mains de Georges Abi Rached



Jean-Marie Bignandi, Directeur logistique et distribution, reçoit le certificat ISO 14001 : 2015



Godwin Kouzan Directeur des Ressources humaines, reçoit le certificat ISO 45001 : 2018



Photo de famille

est une structure de stockage, plus de 65% de part de marché. d'emplissage et de distribution de Gaz de Pétrole Lubrifié avec

Armand K.

BOA-Togo : des financements alignés sur des enjeux environnementaux et sociaux

Bank Of Africa-Togo (BOA-Togo) renforce son engagement en faveur d'un avenir durable en intégrant les enjeux environnementaux et sociaux dans ses décisions de financement. À travers un communiqué publié le mardi 26 novembre, la banque a souligné sa volonté de soutenir des projets respectueux de la planète et socialement inclusifs.

«Fidèle à sa mission de contribuer activement au développement durable en Afrique, nous adoptons une approche résolument responsable en intégrant les enjeux environnementaux et sociaux dans toutes nos décisions de financement. Avec notre slogan fort « Tous engagés, Tous concernés », nous réaffirmons notre volonté d'être un acteur de premier plan en matière de finance durable, en soutenant des projets qui respectent la planète et encouragent un développement inclusif», indique la déclaration de BOA-Togo.

Sous la direction de Youssef Ibrahim, BOA-Togo privilégie les initiatives ayant un impact positif sur l'environnement, comme la réduction des émissions

de gaz à effet de serre, la préservation des ressources naturelles et la promotion de l'égalité sociale. « En sélectionnant des projets alignés sur ces priorités, nous agissons avec responsabilité et transparence envers nos clients, nos collaborateurs et la communauté », précise la banque.

Investir pour un avenir meilleur

BOA-Togo inscrit sa démarche dans une stratégie globale d'intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Ces indicateurs permettent d'évaluer la pertinence des projets qu'elle finance au regard des Objectifs de développement durable (ODD) définis par les Nations Unies.

La banque s'engage ainsi à soutenir des projets liés aux énergies renouvelables, à la gestion durable des ressources et à des initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle invite également ses partenaires et clients à rejoindre cette dynamique en faveur d'une finance plus verte et inclusive.

« Nous avons le pouvoir de

**Tous engagés,
tous concernés !**

Chez BANK OF AFRICA, nous intégrons les enjeux environnementaux et sociaux dans toutes nos décisions de financement. Ensemble, investissons dans un futur durable, en soutenant des projets qui respectent la planète et favorisent un développement inclusif.

BANK OF AFRICA
BACE GROUP



contribuer ensemble à un avenir qui respecte la planète tout en favorisant la prospérité de tous », affirme BOA-Togo, qui se positionne comme un acteur clé dans la promotion de solutions durables.

Une décennie d'impact au Togo

Présente au Togo depuis un peu plus de dix ans, Bank Of Africa-Togo fait partie du groupe BOA, créé il y a 40 ans et implanté dans plusieurs pays africains. Fidèle à ses valeurs, l'institution

continue de jouer un rôle important dans l'économie locale en finançant le secteur public et privé surtout les PME et en misant sur des pratiques financières innovantes et responsables.

Packs PRIMA de BOA-Togo : des offres complètes et attractives pour fonctionnaires et indépendants

Pour mieux répondre aux attentes de ses clients, Bank of Africa-Togo propose deux offres complètes et avantageuses : le Pack PRIMA Spécial Fonctionnaire et le Pack PRIMA Privé & Professionnels Indépendants.

« Ces packs ont été spécialement conçus pour offrir une gamme de services destinés à simplifier la vie de nos clients tout en optimisant leur gestion financière », indique la banque.

À travers ces deux produits, Bank of Africa-Togo renforce sa relation de proximité avec ses clients, en leur proposant des solutions bancaires uniques et personnalisées pour soutenir leurs objectifs. Pour toute demande d'informations ou pour une souscription, les agences de BOA-Togo restent à la disposition de leurs clients et prospects.

Zoom sur les deux packs bancaires PRIMA de BOA-Togo

Pack PRIMA Spécial Fonctionnaire : Ce pack est destiné aux fonctionnaires du secteur public. En plus d'un compte chèque et d'un compte épargne, les clients bénéficient d'un découvert automatique allant

jusqu'à 50 % de leur salaire, de taux préférentiels sur les crédits immobiliers et à la consommation, ainsi que d'une carte Visa Gold pour un confort de paiement optimal. Ils ont également accès à la plateforme de banque à distance MyBOA, qui facilite la gestion de leurs comptes au quotidien. Ce produit s'adresse aux fonctionnaires ayant un salaire compris entre 300 000 et 700 000 FCFA.

Pack PRIMA Privé & Professionnels Indépendants : Conçu pour les salariés du secteur privé et les indépendants, ce pack inclut les mêmes privilèges que le Pack Spécial Fonctionnaire : un compte chèque, un compte épargne, un découvert automatique de 50 % du salaire, et une carte Visa Gold. Il offre en plus un crédit spécial équivalent à un mois de salaire, remboursable sur 10 mois. Les clients peuvent aussi profiter des services de banque à distance MyBOA et BOAWeb pour un suivi instantané et pratique de leurs opérations. Ce pack est destiné aux clients ayant un revenu entre 300 000 et 750 000 FCFA.



#BOATogo

40 ANS

Coris Bank International Togo veut faciliter la vie de ses clients avec 03 nouveaux produits innovants



Un représentant d'une PME lauréat du Grand Jeu CBI au milieu des responsables de la banque qui sont, de gauche à droite : Moïse Dodji Mafongoun, Responsable marketing et communication, Alassane Kabore, Directeur Général et Abdel Biyao, responsable du département de la Banque digitale.

Coris Bank International Togo innove pour le confort de ses clients. L'institution financière a lancé, ce mercredi 4 décembre, lors d'une conférence de presse, trois nouveaux produits qui viennent enrichir sa gamme d'offres. Il s'agit des cartes bancaires haut de gamme « CORIS VISA INFINITE » et « CORIS VISA GOLD », la solution de transfert RAPIDEX NEW et le nouveau service de dépôt d'espèce sur GAB.

Deux nouvelles cartes bancaires pour les clients VIP et VVIP

La carte bancaire « CORIS VISA INFINITE » est un symbole d'élégance, de prestige et d'exclusivité. Elle offre à une clientèle très haut de gamme des plafonds de retraits et de paiements exceptionnels, accompagnés d'un ensemble de services de luxe, incluant l'accès à des lounges d'aéroport, un service de conciergerie, une assurance voyage multi-trajets, ainsi qu'une assistance médicale et légale, sans oublier une extension de garantie pour les achats. En termes de sécurité et de praticité, cette carte est dotée d'une technologie à puce permettant des paiements sans contact, ainsi qu'une double authentification 3D Secure. Les plafonds de retraits s'élèvent jusqu'à 5 millions de francs CFA par jour et 20 millions de francs CFA par mois.

La carte « CORIS VISA GOLD », quant à elle s'adresse aux clients à fort potentiel en quête de solutions bancaires fiables et avantageuses. Elle offre presque les mêmes privilèges que la CORIS VISA INFINITE, notamment des avantages premium tels que l'assistance voyage et des réductions sur la location de voitures

et les réservations d'hôtels. Les plafonds de retraits sont fixés à 4 millions de francs CFA par jour et 15 millions de francs CFA par mois.

« Ces produits, conçus pour répondre aux attentes spécifiques de nos différents clients, témoignent de notre ambition de moderniser constamment l'expérience bancaire. La CORIS VISA INFINITE est un symbole d'élégance et d'exclusivité pour notre clientèle haut de gamme, tandis que la CORIS VISA GOLD allie distinction et performance, idéale pour les clients à fort potentiel », a déclaré Alassane Kabore, Directeur Général de Coris Bank International Togo.

RapidEx New : une plateforme de transfert interopérabilité du groupe Coris

Une autre solution bancaire innovante, opérationnelle chez Coris Bank International en cette période de fin d'année, est la solution « RAPIDEX NEW ». Cette solution facilite l'envoi et la réception de fonds au sein du réseau d'agences Coris Bank International, tout en réduisant le temps des transferts à moindre coût. Moderne et économique, elle permet des transactions rapides et instantanées entre agences et filiales du groupe, notamment par des transferts cash à cash, compte à cash, et vice versa. Ce produit s'adresse particulièrement à la diaspora, aux PME, aux étudiants, aux commerçants et aux salariés.

« Nous avons pour ambition de révolutionner le secteur bancaire et RapidEx New vient renforcer cet engagement. Avec cette solution, si quelqu'un au Burkina Faso ou au Bénin souhaite vous envoyer de l'argent sans avoir un compte chez nous, il suffit qu'il se rende dans une agence pour effectuer un trans-

fert via RapidEx New. Vous recevrez instantanément un message sur votre téléphone, que vous présenterez au guichet pour récupérer votre argent », a expliqué Dr Moïse Dodji Mafongoun, Responsable du Département Marketing et Communication de Coris Bank International Togo.

Dépôt sur GAB pour simplifier la vie aux clients

La troisième solution bancaire présentée par Coris Bank International est son nouveau service de dépôt d'espèces sur GAB (Guichet Automatique de Banque). Ce service permet aux clients d'effectuer des versements directement sur leurs comptes à partir des guichets automatiques, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

« Ce service vise à fidéliser notre clientèle en leur offrant une solution innovante, à acquérir de nouveaux clients, à mobiliser des ressources en facilitant les dépôts d'espèces, à offrir une qualité de service en réduisant les délais d'attente en agence, à optimiser l'utilisation des GAB et à accroître notre notoriété »,

a ajouté le Responsable du Département Marketing et Communication.

En plus de ces innovations, Coris Bank International met également en avant Coris Money, une solution digitale simple et accessible à tous.

« Avec ses nouveaux services, comme le retrait sans carte (Cardless), le paiement des factures d'eau, d'électricité, des impôts et taxes, ou encore l'USSD, Coris Money s'affirme comme une solution digitale incontournable », a expliqué le Directeur général de Coris Bank International Togo.

L'une des particularités de cette solution est son accessibilité sans internet via le code USSD. Ainsi, le client qui ne dispose pas d'un appareil Android pour télécharger l'application peut accéder aux services financiers à tout moment en utilisant une simple syntaxe *8283#. Cela lui permet de réaliser diverses opérations telles que la consultation de solde, les transferts d'argent, les retraits d'argent, le paiement des factures de CashPower, d'électricité (CEET) et d'eau (TDE), ainsi que le paie-

ment des impôts et taxes (CNSS et OTR), entre autres.

Les lauréats du Grand Jeu CBI-Togo récompensés

La cérémonie de présentation de ces produits a également été l'occasion de remettre les prix du Grand Jeu CBI, organisé en marge de la célébration de la Journée mondiale des PME. Ce jeu, qui s'est déroulé sur le réseau social Facebook, avait pour objectif de permettre aux PME/PMI togolaises clients de la banque de booster leur visibilité et de remporter de nombreux prix.

À l'issue du jeu, la PME AFRICA CLEAN a remporté le 1er prix avec une somme de 500 000 FCFA, suivie par MAGESTIK GROUP qui a empoché 350 000 FCFA, et YB BOUFF qui est répartie avec un prix de 150 000 FCFA.

Avec ces nouvelles initiatives, Coris Bank International Togo démontre son engagement à améliorer l'expérience bancaire de ses clients tout en renforçant sa position sur le marché.

Armand K.

PRÉFECTURE DE VO :

Dagbati célèbre sa 11ème édition des journées de réflexion et de retrouvailles sous le signe du développement



Victoire Tomegah-Dogbe, la Première ministre, a participé à la clôture de l'évènement

La onzième édition des journées de réflexion et de retrouvailles de Dagbati s'est clôturée le samedi 30 novembre 2024, en présence de la Première ministre, Victoire Tomegah-Dogbe, native de la préfecture de Vo.

L'évènement, qui s'est tenu dans le canton de Dagbati, a réuni de nombreux dignitaires locaux, dont les députés et conseillers régionaux de la préfecture de Vo et des préfectures voisines. Organisée par l'Association pour le Développement du Canton de Dagbati (ADECAD), cette manifestation visait à créer un espace de dialogue et de ré-

flexion autour du développement local.

Selon Isaac Kodjo Amenouglo, président de l'ADECAD, cette initiative permet aux cadres et natifs du canton de «se parler franchement et réfléchir ensemble au développement du canton». Il a également souligné le soutien indéfectible des cadres de Dagbati aux projets gouvernementaux.

La célébration a été marquée par plusieurs temps forts, notamment la remise de récompenses aux élèves méritants et aux lauréats du concours d'éloquence. Des attestations de mérite ont également été

décernées aux acteurs du développement local. Une vente de charité a été organisée pour soutenir les futures actions de développement, le tout accompagné d'animations culturelles avec la participation de groupes folkloriques et d'artistes.

Dans son allocution, le chef du village de Vo-Asso, Togbui Aténouvi Agbonou IV, a exprimé la reconnaissance des populations envers le Chef de l'État pour sa politique de développement et de cohésion sociale. Il a particulièrement mis en avant l'importance de la paix qui permet la tenue de tels rassemblements. Les députés de Vo, Yao Elom Kloutse et Aristide Kodjo Agbossoumonde, ont appelé les populations à maintenir cet esprit de cohésion sociale et à contribuer activement aux projets de développement initiés par le gouvernement.

Armand K.



AVIS

AUX OPERATEURS ECONOMIQUES
(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES,
CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS, EXPORTATEURS)

N°015/2024/OTR/CG/CDDI

Dans le cadre de la facilitation des formalités d'immatriculation des véhicules, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des opérateurs économiques qu'il sera mis en production à compter du **04 novembre 2024**, la **procédure dématérialisée de traitement des demandes d'immatriculation dans SYDONIA World**.

Par conséquent, les opérateurs économiques sont dorénavant tenus de soumettre leurs demandes d'immatriculation des véhicules uniquement via SYDONIA World.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour le respect scrupuleux du présent avis.

Fait à Lomé le 29 octobre 2024

Philippe Kokou B. TCHODJE

Le Commissaire Général



NOTE D'INFORMATION DE L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

N°027/2024/OTR/CG/DF/DCRF

RELATIVE A LA MISE EN SERVICE DES TIMBRES FISCAUX ELECTRONIQUES A L'OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance de tous les contribuables et partenaires que, dans le cadre de la poursuite du processus de dématérialisation de ses procédures, l'OTR met en service les timbres fiscaux électroniques (e-timbres) à compter du **15 novembre 2024**.

A cet effet, il exhorte les contribuables à adhérer à ce nouvel outil de collecte des droits de timbres qui simplifie les démarches grâce à la possibilité de son achat et de sa consommation en ligne.

Les timbres électroniques peuvent être achetés en ligne sur la plateforme <https://etimbre.otr.tg> et aux caisses de recouvrement du Commissariat des Impôts.

Le Commissaire Général remercie vivement les contribuables, les partenaires de l'OTR et compte sur l'adhésion de tous à ce nouvel outil de gestion des timbres fiscaux.

Fait à Lomé, le 14 novembre 2024

Le Commissaire Général p. i.

Philippe Kokou B. TCHODJE

DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ :

« Pour une administration publique business friendly » : Le secteur privé avance quatre propositions pour rapprocher l'administration des entrepreneurs

Un atelier sur le Dialogue Public-Privé s'est tenu le 04 décembre autour du thème : « Pour une administration publique business friendly ». Organisé quelques jours seulement après la réunion du Conseil de Concertation État -Secteur Privé, il a réuni des acteurs de l'administration publique et du secteur privé.

Jonas Daou, porte-parole du secteur privé, a salué la tenue de la rencontre. « C'est un signe fort de notre engagement commun pour favoriser un environnement économique prospère et durable, a-t-il dit, estimant que cette discussion est une occasion inestimable d'affiner notre vision collective pour une administration véritablement business friendly ».

Il a également apprécié, au nom du secteur privé, les réformes ambitieuses engagées par le Togo au cours de ces dernières années, prouvant la détermination du gouvernement à améliorer le climat des affaires.

Le Togo, selon la Banque mondiale, figure parmi les pays ayant connu les plus grandes améliorations en Afrique, grâce notamment à la numérisation de certains services administratifs et à la simplification des procédures pour la création d'entreprises.

Le secteur privé y voit aussi une invitation à continuer à mieux innover pour faire du Togo, un pays attractif et compétitif, comme indiqué dans la feuille de route gouvernementale.

« Je voudrais ensuite formulé quatre propositions et une suggestion pour accélérer et renforcer la qualité et la durabilité de notre écosystème au profit de l'ensemble des parties prenantes : les populations, l'État, le secteur privé et l'ensemble de nos partenaires », a-t-il déclaré.

Les propositions concernent la simplification de la fiscalité incluant la stabilité fiscale ; la nécessité de repenser les procédures de passation de marchés publics ; revoir les stratégies d'investissements dans les infrastructures, et enfin trouver une réponse forte à la problématique des importations frauduleuses.

Le secteur privé propose d'abord la simplification de la fiscalité. D'après le secteur privé, la réforme du Code Général des Impôts de 2018 portait déjà cette ambition, franchissant une étape importante dans les réformes notamment avec la séparation des règles d'assiette et de procédures et l'institutionnalisation des organes de recours. Mais le secteur privé souhaite toujours la poursuite des réformes de simplification et de modernisation qui pourrait améliorer les recettes de l'état en permettant un cadre plus « business friendly ». Par exemple, selon le représentant du secteur privé, le système déclaratif actuel impose des exigences qui, trop souvent, se transforment en véritables pièges pour les entrepreneurs, en particulier pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME). Les PME manquent souvent des ressources et des connaissances nécessaires pour naviguer dans la complexité du système fiscal. Il n'est donc pas possible d'exiger du secteur privé, un niveau de compréhension fiscale équivalent à celui des inspecteurs, qui sont formés pour contrôler et sanctionner. « Il est donc urgent de réviser en détail l'arsenal répressif en place, afin d'accompagner les entrepreneurs plutôt que de les punir en cas d'erreurs », souhaite le secteur privé.

La simplification doit s'accompagner d'une stabilité fiscale, car une fiscalité simplifiée et stable est essentielle pour encourager la confiance des investisseurs,

tant nationaux qu'internationaux, poursuit le représentant du secteur privé qui précise qu'en réduisant les incertitudes fiscales, les gouvernants offre au secteur privé une base solide pour planifier ses investissements et contribuer au dynamisme économique du pays.

Aussi le secteur privé togolais souhaite-t-il que les marchés publics puissent être repensés pour accorder une attention accrue aux entreprises locales. Le contenu local doit alors mieux être intégré dans les appels d'offres, pour favoriser non seulement l'économie togolaise, mais aussi pour s'assurer que les ressources locales soient mises à profit pour le développement du pays.

Le secteur privé appelle de tous ses vœux un soutien à l'Innovation et à l'Entreprenariat : « nous recommandons l'instauration de mesures incitatives pour les jeunes entreprises innovantes. Cela encouragerait les nouvelles idées et renforcerait l'engagement des entrepreneurs dans divers secteurs clés, notamment la technologie et l'agriculture ».

Une autre proposition, la troisième, est un appel à prioriser l'investissement dans les infrastructures, qu'elles soient routières, énergétiques, ou numériques. « Un bon accès aux infrastructures est crucial pour réduire les coûts opérationnels et améliorer la compétitivité des entreprises togolaises »,

rappelle le représentant du secteur privé.

Enfin, il évoque la récente étude sur les importations frauduleuses et la concurrence déloyale : « Ce rapport a révélé l'impact négatif de certaines décisions administratives sur notre économie. Il est donc urgent de renforcer et d'opérationnaliser le rôle de la Haute Autorité pour la Qualité et les Normes, afin de garantir la conformité de nos produits aux attentes du marché tout en protégeant nos entreprises locales des pratiques déloyales. Mais aussi, accroître l'efficacité de la Haute Autorité contre la corruption pour éviter ce que l'USAID a apprécié à travers l'Observatoire des Pratiques Anormales. »

Comme suggestion en ajout aux quatre propositions, le secteur privé propose qu'on définisse des politiques claires et d'organiser des Grenelles (grand forum réunissant pouvoir politique, entrepreneurs et représentants de la société civile) pour les secteurs clés et stratégiques tels que l'agriculture, l'industrie, les économies maritimes, le numérique et l'IA appelé à jouer un grand rôle dans le futur proche et, la formation supérieure. « Ces secteurs font partie des axes stratégiques de la feuille de route et il est primordial de bâtir la qualité de notre Dialogue PP autour de ces points. Il est essentiel d'assurer un recyclage permanent des cadres supérieurs

de l'administration sur ces enjeux, en coordination avec les acteurs du secteur privé, pour que notre administration soit réactive et proactive », estime le représentant du secteur privé. Il conclut : « En intégrant ces réflexions dans notre dialogue, nous ne répondrons pas seulement aux défis actuels, mais nous bâtissons aussi un avenir prospère pour notre économie. »

Le Secrétaire Exécutif du cadre de concertation de cet atelier sur le Dialogue Public-Privé, dans son intervention, rappelle: « l'administration publique est généralement présentée comme l'infrastructure mère de toutes les autres infrastructures. À ce titre, les réformes structurelles et sectorielles ainsi que les transformations positives enregistrées ces dernières années par notre pays, ont été portées par l'administration publique nationale sous le leadership de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République. Pour faire du Togo, la place où il fait bon investir, les plus hautes autorités du pays veulent mieux faire et aller plus loin. Elles veulent une administration encore plus moderne, professionnelle, exemplaire (qui attire et développe les talents) et ayant un sens de l'éthique et de la déontologie».

Joseph MB

IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Récépissé N°0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018



Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE
Boboejoseph@gmail.com
Tél : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIKA Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de rédaction
Joseph Mensah-Boboe
Anika Koffi Amen (Amen le Saint)
ESSESSI Émile Credo
Armand K

Mise en page
A. Maxime (+228 91 08 91 02)

Imprimerie
Light Print, Qt Forever
1000 exemplaires

Service commercial
+228 70353590 / 93231786 /
79483748

Distribution
Damali Kossi

Contact
Avépozo Ibomonou
Tél : (+228) 70353590 / 93231786

Pour un « urbanisme écobienveillant » en Afrique

Si les modes de vie urbains sont entretenus par l'urbanisation galopante, tant elle représente la vitrine et le vecteur manifeste de l'attrait des villes par les campagnes ; il se pose la question de la relation à établir entre urbanisation et ville durable. Plaidoyer pour un « urbanisme écobienveillant » en Afrique.

Le pourquoi et le comment

La ville écologique passe à la ville durable dès lors qu'elle (i) prend en considération simultanée les enjeux socio-économiques, environnementaux, architecturaux, etc. de l'urbanisation ; (ii) prête attention aux impacts sur le long terme du développement urbain et (iii) accepte la ville comme étant le lieu de l'urbain et du social. Sans nier la complexité de la ville durable, dès lors qu'on considère avec Sachs, que « la ville est un "tout" dans ses aspects matériels et immatériels », le défi des villes durables est comme l'évoquait Véronique Barnier et Caroline Tucoulet, celui de la compacité, de la citoyenneté, de la solidarité et de l'éco-gestion.

En effet, les villes qui s'étalent consomment de l'énergie et font face à des difficultés sur le plan des transports des villes de la non-durabilité. Ces villes polluent en générant des déchets solides, du bruit, des eaux usées et des gaz à effet de serre (par les transports mais aussi par un mauvais traitement des déchets) du fait de l'urbanisation croissante et de l'usage de l'automobile, qui, du reste, tord le cou à la fonctionnalité de la ville. Les espaces s'y réorganisent d'une manière qui défie l'urbanisme africain de se convertir au durable pour à la fois créer de la proximité, de la mixité et de la fonctionnalité afin de reconstituer le tissu urbain qui se déchire.

Il me plaît ainsi d'invoquer, au sein de la ville africaine, un « urbanisme écobienveillant » ; celui qui, en créant la mixité fonctionnelle, réinventerait la mixité sociale. L'urbanisme écobienveillant injecterait ici la marque de l'humanité à l'échelle du quartier, devenant ainsi un urbanisme durable car en mesure d'offrir « l'accessibilité » et donc de mettre les besoins (de toutes les tranches d'âge et de toutes les classes sociales) à portée de main et à courte distance. Le quartier étant une micro-ville, il est le lieu idéal de l'expérimentation des possibles de cet urbanisme écobienveillant au profit de la ville durable, cela, dans un paysage conçu



Dr Beaugrain Doumougue

pour sympathiser avec le cœur humain et pour faire du mobilier urbain la figure immanquable du lien et de l'appartenance.

Plus subtilement

L'urbanisme écobienveillant apporte au quartier le pouvoir d'un espace de réconciliation entre les générations et de maintien de la cohésion sociale. Il lui permet ainsi de manifester le rôle de l'inclusion socio-économique dans le maintien de l'identité des lieux et dans l'enracinement local des attitudes qui se figent sur une ambition bas-carbone, dans un contexte international marqué par la mondialisation des comportements urbains. La ville durable doit aussi, pour être inclusive, apporter l'urbanité aux quartiers précaires et zones périphériques, où vivent entre 50 et 70% de la population citadine, pour en faire le moteur de la transition des villes africaines vers des approches de développement durable et donc de sauvegarde voire de restauration de l'environnement naturel dans une perspective de croissance urbaine verte.

L'urbanisme écobienveillant impose, selon cette logique, une pratique urbanistique différente au profit de la ville durable. Cela passe par des transports moins polluants,

la revalorisation des espaces publics, la re-densification des zones habitées en fonction des transports en commun dans un optimum maîtrisé, la réhabilitation des zones d'habitation dégradées et le développement de l'urbanisme végétal. Aussi, en tant qu'il limite la consommation des ressources en eau et en énergie, spécifiquement pour les pays subsahariens qui en manquent, l'urbanisme écobienveillant implique une meilleure gestion urbaine et donc une meilleure gouvernance urbaine, d'où la nécessité, pour sa pleine expression, de devenir une compétence décentralisée. Faire de l'urbanisme durable une réalité patente en Afrique, revient à questionner les schémas de gestion du foncier en ville et en périphérie de la ville, ainsi que ceux des infrastructures urbaines, de l'administration urbaine et de la lutte contre la pauvreté. Ainsi, dans une logique transversale, il serait possible de projeter des horizons prometteurs dans l'explicitation de la capacité des citoyens à faire société. C'est là tout le pouvoir de l'urbanisme écobienveillant.

*Dr Beaugrain Doumougue
Président chez Construire pour demain*

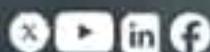


NOS HORAIRES

LUNDI AU VENDREDI
7H30 - 18H00
SAMEDI
8H00 - 13H30



DISPONIBLE AU SHOWROOM



@ info@diwa.tg

Diwa international

+228 93 25 96 96

+228 22 61 27 78/ 77/ 76



PRIMA

Privés et professionnels indépendants



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

